



Handwritten signature and initials.

060

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

N°/AONR/MINTP/CIPM-TCRI/2025 DU 03 JUL 2025 EN PROCÉDURE
D'URGENCE, POUR LE CONTRÔLE TECHNIQUE, GEOTECHNIQUE ET LA
SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE BITUMAGE DE LA ROUTE BUEA (MERMOZ)-
SASSE-WOTUTU-LIMBE DANS LA REGION DU SUD-OUEST

Financement : BIP du MINTP- Exercices 2025, 2026 et 2027

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement Camerounais un Appel d'Offres National Restreint pour le contrôle technique, géotechnique et la surveillance des travaux de bitumage de la route BUEA (MERMOZ)-SASSE-WOTUTU-LIMBE dans la région du Sud-Ouest.

2- Consistance des Prestations

Les prestations qui sont confiées au Cocontractant comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- ❖ Surveiller l'exécution des travaux ;
- ❖ Assurer le contrôle technique de la mise en œuvre des travaux ;
- ❖ Proposer à la signature du Chef de Service du marché des ordres de services nécessaires à la bonne exécution des travaux ;
- ❖ Vérifier les études d'impact environnemental et social réalisées par l'entreprise, veiller à l'assurance de la qualité et à l'application des mesures de protection de l'environnement ;
- ❖ Veiller à l'établissement des plans de récolement ;
- ❖ Contrôler la qualité, la coordination et la progression des travaux en charge du Maître d'œuvre ;
- ❖ Suivre les études d'exécution de l'Entreprise, examiner la conformité au projet, formuler les avis techniques et les propositions pour validation par le Chef de Service du Marché ;
- ❖ Diriger l'exécution du contrat des travaux ;
- ❖ Suivre et respecter le cahier de charges ;
- ❖ Suivre l'établissement des plans de récolement ;
- ❖ Assurer toutes autres sujétions utiles à la bonne exécution du projet ;
- ❖ Suivre la tenue des ouvrages pendant la période de garantie ;
- ❖ Assister lors des opérations de réception définitive et conduire les diligences de clôture de chantier ;

Les prestations du cocontractant sont définies de manière plus détaillée dans les Termes de Références.

3- Allotissement

Le présent appel d'offres porte sur un (01) seul lot présenté comme suit :

N° Lot	Région	Tronçon	Linéaire	Montant TTC prévisionnel (F CFA)	Type d'intervention	Délai (mois)
unique	Sud-Ouest	Buea (Mermoz)- Sasse-Wotutu-Limbe (mille 4, inter N3)	15 km	270 000 000	Contrôle technique, géotechnique et surveillance des travaux de bitumage	25

4 Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de deux cent soixante-dix millions (270 000 000) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

5- Délai prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution est de vingt-cinq (25) mois calendaires y compris l'assistance au Maître d'ouvrage pendant la période de garantie. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations.

6- Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à tous les Bureaux d'Etudes Techniques figurant sur la liste restreinte ci-après, issus des résultats du Communiqué Presse N°0572/CRP/MINTP/SG/DCT/CAO/IE1/2025 du 21 Avril 2025 portant publication des résultats de l'Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt N°104/ASMI/MINTP/SG/DCT/CAO/CEA2/IE1/SFK/2024 du 06 Décembre 2024 pour les prestations susvisées :

Il s'agit de :

N° d'ordre	Bureaux d'Etudes Techniques	Contacts
1	KOUMA SARL	Tél : 677 938 951/699 879 286
2	WINNER SARL	Tél : 699 428 598/677 144 884
3	ORICAA CAMEROON	Tél : 677 755 607/696 737 146
4	BAMBUITY ENGINEERING SERVICES & TECHNIQUES	Tél : 677 936 926
5	GRAFT CONSULT	Tél : 699 092 3344/677 512 148
6	LE COMPETING	Tél : 222 215 988/699 501 177
7	A-Z CONSULTING	Tél : 242 496 937/677 633 861

7- Financement

Les travaux objet, du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics, Exercices 2025, 2026 et 2027.

8- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est « en ligne (Online) ». Autrement dit, la soumission hors ligne n'est pas possible.

9- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission revêtu d'un timbre fiscal, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics qui figurent dans la pièce 14 du DAO et dont le montant s'élève à un million cinq cent mille (1 500 000) francs CFA, accompagné du récépissé de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable ;

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra être produit en original et postérieure à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication des résultats de l'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du Marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Les chèques bancaires même certifiés ne sont pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être consultée à Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206, Tél. : 222 229 470 au Ministère des Travaux Publics et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.Publiccontracts.cm>, et <http://www.marchespublics.cm>, dès publication du présent avis

11- Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'Appel d'offres pourra être obtenu dans les services du Maître d'ouvrage, Le dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de deux cent mille (200 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Cette quittance devra identifier le payeur comme représentant le Bureau d'Etudes Techniques désireux de participer à l'Appel d'Offres.

12- Remise des offres

La soumission se fera exclusivement en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme GOLEPS, au plus tard, le 12 AOUT 2025 à 11 heures.

Par ailleurs, deux copies de sauvegarde de l'offre, enregistrées sur clés USB ou CD/DVD non compressées, devront être transmises sous pli fermé. L'une contiendra les dossiers Administratif et Technique, et l'autre le dossier Financier. Ces supports devront être accompagnés :

- de l'accusé de réception de dépôt sur la plateforme dédiée,
- de l'original de la caution de soumission,
- ainsi que du récépissé de dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC).

L'ensemble devra être déposé, à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2e étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains services centraux du Ministère des Travaux Publics logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, et déposé contre récépissé au plus tard le 12 AOUT 2025 à 11h00.

Ce pli devra porter clairement la mention :

060 « APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N°/AONR/MINTP/CIPM-TCRI/2025 DU 02 AOUT 2025
POUR EN PROCÉDURE D'URGENCE, POUR LE CONTRÔLE TECHNIQUE,
GÉOTECHNIQUE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE BITUMAGE DE LA
ROUTE BUEA (MERMOZ)-SASSE-WOTUTU-LIMBE DANS LA REGION DU SUD-
OUEST.

Financement : Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics
Copie de sauvegarde, Récépissé de la CDEC, original de la caution de soumission »

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre :

13- Recevabilité des plis

La soumission se fera exclusivement en ligne ; l'offre devra être transmise par le Soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 12 AOUT 2025 à 11 heures.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- a. les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- b. les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

c. les plis non-conformes au mode de soumission

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps.

L'ouverture des pièces administratives et offres techniques aura lieu le 12 AOÛT 2025 à 12 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures (CIPM-TCRI) auprès du Ministère des Travaux Publics, sise dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 75/100 seront ouvertes par la même Commission à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15- Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation des critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

a) Pour le dossier administratif :

- L'absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;

- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme, ou absente (excepté le cautionnement de soumission).

b) Pour l'Offre technique :

- Avoir obtenu une note technique inférieure à 75 points sur 100 ;
- L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- ~~L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;~~
- L'absence du chef de mission remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO ;
 - Formation de base : Ingénieur du Génie Civil (BAC+3 ou plus)
 - Expérience générale en BTP : au moins dix (10) ans.
 - Expérience spécifique : avoir occupé le poste de chef de mission dans au moins deux projets de contrôle des travaux de construction ou de réhabilitation des routes bitumées chacun ou avoir assuré la fonction d'ingénieur routier d'au moins (02) projets de réhabilitation ou de construction des routes bitumées
- L'absence de la note méthodologique ;
- L'absence d'une capacité financière délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des finances d'au moins quatre-vingt-dix millions (90 000 000) de francs CFA ;
- L'absence de l'attestation et rapport illustré de visite de site signée sur l'honneur par le soumissionnaire
- L'absence d'inscription à l'ONIGC ;

c) Pour l'Offre financière :

- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;

d) Non-conformité du mode de soumission ;

e) Non-respect du format de fichier des offres ;

f) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées

15.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels suivants :

- a- Qualification et expérience des experts affectés à l'opération (sur 60 points) ;
- b- Moyens techniques, logistiques et matériels à mettre en place (sur 15 points).
- c- Références du bureau de contrôle/groupement de bureau de contrôle (sur 25 points) ;

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

N.B : Un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas

évalué.

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas attribuer le marché dans le cadre du présent appel d'offres à un soumissionnaire qui, titulaire d'un contrat en cours au sein du MINTP, a des performances peu satisfaisantes (mise en demeure dont l'évaluation a été jugée non satisfaisante ou constat de défaillance notifié dans les six mois précédent l'attribution ou contrat en cours de résiliation).

17- Allotissement :

Les prestations sont constituées en un lot unique.

18- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, Tel : (237) 222 22 92 34, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210 ou à la Direction des Investissements Routiers du Ministère des Travaux Publics, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autres moyens de communication électronique par le Maître d'Ouvrage (88 00 2024).

20- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ou au Ministère des Travaux Publics au numéro 88 00 2042.

YAOUNDE, LE 03 JUIL 2025



Emmanuel NGANOU D.



060 LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 060...../AONR/MINTP/CIPM-TCRI/2025 OF 03 JUL 2025 IN
EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE TECHNICAL AND GEOTECHNICAL CONTROL
AS WELL AS THE SUPERVISION OF PAVEMENT WORKS ON THE BUEA (MERMOZ)-
SASSE-WOTUTU-LIMBE ROAD OF THE SOUTH-WEST REGION

Financing: Public Investment Budget of the Ministry of Public Works,
Year 2025, 2026 and 2027

1. Purpose of the Call for Tenders

On behalf of the Government of Cameroon, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues a Limited National Call for Tenders for the technical and geotechnical control as well as the supervision of works on the BUEA (MERMOZ)-SASSE-WOTUTU-LIMBE road of the South-West region.

2- Scope of Services

The services to be provided by the contracting partner shall involve, among other things, the following tasks:

- ❖ Supervising the execution of works;
- ❖ Ensuring the technical control of the execution of works;
- ❖ Proposing service orders, necessary for the proper execution of works, to the Contract Manager for signing;
- ❖ Verifying Environmental and Social Impact Assessment studies carried out by the contractor, quality assurance and the implementation of environment protection measures;
- ❖ Ensuring the drafting of the post-completion drawings;
- ❖ Ensuring works quality control, coordination and progress;
- ❖ Monitoring the Company's execution studies, examining conformity with the project, formulating technical opinions and proposals for approval by the Contract Manager;
- ❖ Managing the execution of the works contract;
- ❖ Following-up and complying with the specifications;
- ❖ Following-up the drafting of post-completion drawing;
- ❖ Ensuring any undefined contractual obligations useful to the proper execution of the project.
- ❖ Monitoring the operation of the structures during the guarantee period;
- ❖ Providing assistance during final acceptance operations and conducting works closing procedures.

The co-contractor's services are clearly defined in the Terms of Reference.

3- Allotment

Works under this Call for Tenders shall be carried out in one (1) lot as follows:

Lot No.	Region	Road section	Length	Amount inclusive of taxes (CFAF)	Type of intervention	Time frame (month)
Single	South-West	Buea (Mermoz)-Sasse-Wotutu-Limbe (mille 4, inter N3)	15 km	270,000, 000	Technical and geotechnical control as well as the supervision of pavement works	25

4- Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is two hundred and seventy million (270,000 000) CFA francs inclusive of all taxes.

5- Estimated Execution Time Frame

The execution time frame is twenty-five (25) calendar months, including assistance to the Project Owner during the guarantee period. This time frame runs from the date of notification of the Service Order to Proceed,

6- Eligibility

Participation in this call for tenders is open on equal terms to all the Technical Consulting Firms on the shortlist below, resulting from Press Release No.0572/CRP/MINTP/SG/DCT/CAO/IE1/2025 of 21 April 2025 that publishes the results of Call for Expression of Interest No.104/ASMI/MINTP/SG/DCT/CAO/CEA2/IE1/SFK/2024 of 6 December 2024 for the above-mentioned services:

- This include:

No.	Technical Consulting Firms	Contacts
1	KOUMA SARL	Tel.: 677 938 951/699 879 286
2	WINNER SARL	Tel.: 699 428 598/677 144 884
3	ORICAA CAMEROON	Tel.: 677755607/696737146
4	BAMBUY ENGINEERING SERVICES & TECHNIQUES	Tel.: 677,936, 926
5	GRAFT CONSULT	Tel.: 699 092 3344/677 512 148
6	LE COMPETING	Tel.: 222 215 988/699 501 177
7	A-Z CONSULTING	Tel.: 242 496 937/677 633 861

7- Financing:

The works under this Call for Tenders shall be financed by MINTP Public Investment Budget, Financial Year 2025, 2026 and 2027.

8- Bidding Method

The bidding method chosen for this consultation is “Online”. In other words, physical tender submission shall not be applicable.

9- Bid Bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a bid bond bearing a tax stamp, paid in hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, the list of which appears in Document 14 of the Tender Documents, whose amount is one million five hundred thousand (1,500,000) CFA francs, together with the receipt of deposit from the Deposits and Consignments Fund (CDEC), and valid for thirty (30) days beyond the initial date for tenders validity. The absence of bid bond issued by a first-class bank or first-rate financial institution authorised by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, shall result in the outright rejection of the tender. A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be rejected;

Under penalty of rejection, the provisional guarantee must be the original copy issued after the date of signature of the Call for Tenders.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award results. But for the successful tenderer, it shall be released after the definitive guarantee shall have been constituted.

Bank or certified cheques are not accepted in place of the provisional bond.

10- Consultation of Tender Documents

The physical version of Tender Documents may be consulted at the Department of Contracts/Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 206, tel.: 222 229 470 of the Ministry of Public Works and the soft copy on COLEPS platform at the following addresses [http://www. Publiccontracts.cm](http://www.Publiccontracts.cm), and <http://www.marchespublics.cm>, upon publication of this call for tender.

11- Acquisition of Tender Documents

Tender Documents may be obtained at the Project Owner’s services, Department of Contracts/Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 206, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of two hundred thousand (200,000) CFA francs, representing the cost of the file.

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

12- Submission of Tenders

Tenders shall submit only online, on GOLEPS platform latest on 12 AUG 2025, at 11 a.m.

In addition, two uncompressed back-up copies saved in USB or CD/DVD drives, shall be submitted in a sealed envelope. One must contain the Administrative and Technical files, and the other the financial file. The back-up copies must be accompanied by:

- the acknowledgement of receipt of the submission on the dedicated platform,
- the original of the bid bond,
- as well as the deposit receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC).

The whole package shall be submitted, against a receipt, at the Ministry of Public Works, Department of Contract, Tenders Unit, ~~situated on the 2nd floor of the new 3-storey building~~ hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210. 12 AOUT 2025 at 11 a.m.

The sealed file must clearly bear the following:

060 LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. /AONR/MINTP/CIPM-TCRI/2025 OF 03 JUIN 2025
**IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE TECHNICAL AND
GEOTECHNICAL CONTROL AS WELL AS THE SUPERVISION OF PAVEMENT
WORKS ON THE BUEA (MERMOZ)-SASSE-WOTUTU-LIMBE ROAD OF THE
SOUTH WEST REGION ROAD.**

**Financing: Public Investment Budget of the Ministry of Public Works,
Year 2025, 2026 and 2027,**

"Back-up copy receipt of the CEDEC original bid bond

File Size and Format

For online tendering, the maximum size of the documents to be uploaded on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- **5 MB for the Administrative Offer;**
- **15 MB for the Technical Offer;**
- **5 MB for the Financial Offer;**

Accepted formats include:

- **PDF format for texts;**
- **PEG for images.**

Candidates shall make sure that a compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded:

13- Bid Admissibility

Tenders shall submit only online, on COLEPS platform latest on 12 AOUT 2025 at 11 a.m.

The Project Owner shall reject bids for the following reasons:

- a. tenders submitted after the deadline for submission
- b. tenders without any indication of the identity of the tenderer;
- c. tenders that do not comply with the bidding method;

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and Tender Documents shall be rejected, especially the absence of a bid bond issued by a body or financial institution authorised by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents, will lead to the outright rejection of the bid without any appeal. A bid bond

provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be rejected.

14- Opening of Tenders

Tenders shall be opened in two steps.

Administrative documents as well as technical and financial offers shall be opened on 12 AUG 2025 at noon by the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works (CIPM-TCRI) of the Ministry of Public Works in the meeting room of the Department of Construction, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public works, in Yaounde.

Only the financial offers of the tenderers who have obtained the qualifying technical score of 75/100 will be opened by the same Board and in the same room at a later date after publication of the results of the technical evaluation.

Only tenderers may attend the opening session or be represented therein by a duly mandated person of their choice, even in the event of a consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the other relevant administrative documents, certified by the issuing service, or relevant administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must be dated within three (3) months of the original date of submission of tenders or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file when bids are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15- Evaluation Criteria

15.1 - Eliminary criteria

The eliminary criteria set out the minimum conditions to be met in order to be admitted for evaluation according to the essential criteria. They must not be scored. Non-compliance with these criteria will lead to the rejection of tender.

These include:

a) For administrative file:

- Absence of the bid bond after the opening of tenders;
- Failure to submit, after a 48-hour period following the opening of tenders, a document deemed non-compliant, or missing from the administrative file (except for the bid bond).

b) For the Technical Offer:

- Having obtained a technical score below 75 on 100;
- Absence of formal declaration that no contract has been abandoned over the past three years;
- Absence of a dated and signed integrity charter;

- Absence of a dated and signed undertaking to comply with social and environmental clauses;
- Absence of Head of Mission meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation (RPAO);
 - Basic training: Civil engineer (GCE A/L+3 at least)
 - General experience in Building and Public Works of at least 10 years:
 - Specific experience: have held the position of head of mission in at least two projects supervising the construction or rehabilitation of asphalt roads each or have held the position of road engineer in at least (2) projects for the rehabilitation or construction of asphalt roads.

- Absence of a methodology note;
- Absence of a financing capacity issued by a first class bank approved by the Minister of Finance at less ninety million (90 000 000) CFA;
- Absence of the attestation and illustrated site visit report formally signed by the tenderer
- Absence of registration with the NOCE;

c) For the Financial Offer:

- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of a document in the financial offer (bid, UPS, BOQ, etc.);

d) Non-compliance with the prescribed bidding method;

e) Non-compliance with tender file format;

f) False declaration, fraud, or forged documents.

15.2- Essential criteria

Technical bids will be evaluated on hundred (100) points according to the essential following criteria:

a- Qualification and experience of experts assigned to the operation (on 60 points);

b- Technical and material resources to be put in place (on 15 points).

C- References of the control firm/consortium (on 25 marks);

Details are provided on criteria and essential sub-criteria in the Special Tenders Regulation.

N.B: a public agent without proof of his release from the public service assessed.

16- Contract Award

The Project Owner shall award the contract to lowest bidder who meets the relevant financial, technical and administrative requirements.

Besides, the Project Owner reserves the right not to award the contract under this Call for Tenders to a bidder, holder of an ongoing contract with MINTP, whose performance is not satisfactory (formal notice whose assessment was unsatisfactory or ascertained shortcomings notified within six months prior to the award of the contract being terminated).

17- Allotment:

A tenderer will be awarded one (1) lot.

18- Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender-submission deadline.

19- Further information

Additional technical information may be obtained at the Department of Contracts, Tender Unit, Tel.: (237) 222 22 92 34, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210 or at the road investment department of the Ministry of Public Works, or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other electronic communication by the project owner (88 00 2024)

20- Fight against corruption and malpractice

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48 or at Ministry of Public Works to the number 88 00 20 42.

YAOUNDE 03 JUIL 2025



Emmanuel NGANOU D.